

# Appel international

## Cheminot-e-s syndicalistes pour une autre Europe : Non au projet de constitution européenne !

La "constitution", adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement le 18 juin 2004, fixe dans le détail toutes sortes de choix politiques, économiques, sociaux qui relèvent d'un débat démocratique régulier. Cet ensemble de dispositions précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit le principe fondateur de l'Union européenne : celui d'une "*économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée*".

Cet objectif, qui est au cœur des traités européens, nourrit les attaques contre la protection sociale, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union Européenne. Les droits des chômeurs et des salariés sont remis en cause comme le traduit le projet de directive sur le temps de travail. Le chômage et la précarité

s'accroissent sous l'effet des politiques économiques libérales.

C'est aussi ce principe qui, malgré toutes les déclarations d'intentions sur les Services d'Intérêt Général, organise les ouvertures à la concurrence et les privatisations. C'est lui qui encourage les délocalisations et le dumping social à l'image du projet de directive de libéralisation des services (Bolkenstein).

La Charte des droits fondamentaux y a été intégrée. Mais, d'une part, elle ne crée pas de droit social européen susceptible de rééquilibrer le droit de la concurrence qui restera, de fait, le seul droit de nature réellement communautaire. D'autre part elle est inacceptable sur de nombreux points : elle remplace le droit à l'emploi par le droit de travailler, elle ne reconnaît pas le droit de grève européen et elle refuse l'égalité des droits de ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre.

**Si ce texte est ratifié, l'accord des 25 Etats membres sera ensuite nécessaire pour le modifier, ce qui sera, de fait, quasiment impossible. Ainsi, non seulement les choix de politiques économiques échapperaient au débat public et à la décision démocratique, mais tout avancée sociale, notamment par une amélioration de la Charte des droits fondamentaux, deviendrait chimérique.**

Les abandons de souveraineté se font au profit d'instances indépendantes comme la Commission ou la Banque centrale européenne dont la seule mission est de maintenir la stabilité des prix et de bloquer les politiques budgétaires au détriment des services publics, des revenus sociaux, des rémunérations et de l'emploi. Cette Europe se construit sans les peuples dans la

négociation opaque entre les gouvernements.

Cette Europe libérale là favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites "souverainistes", de l'extrême droite xénophobe.

Il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du libéralisme financier prédateur, qui la réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, le développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète.

Nous sommes des partisans résolu d'un monde, et donc d'une Europe, mobilisé contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Il faut renforcer les garanties sociales, coordonner les politiques économiques et harmoniser les fiscalités, développer des Services d'intérêts généraux à l'échelle européenne pour faire pendant à la libre concurrence. Il faut mettre en oeuvre un développement économique respectueux des équilibres

écologiques et reconnaître enfin aux femmes l'égalité et les droits qu'elles revendiquent. Nous aspirons à un monde, et donc une Europe démocratique, fondée sur la citoyenneté pleine et entière de tous ses résidents.

Pour que cette Europe devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens. Il faut que dans tous les pays d'Europe, les peuples soient consultés sur leur avenir. Pour ouvrir la possibilité d'une "autre Europe", nous ne pouvons pas accepter cette "constitution" et nous appelons à la mobilisation pour imposer que les droits des salariés, des chômeurs et des retraités soient réellement pris en compte dans la construction de l'Europe.

De par ses fondements même, l'Union Européenne est une construction supranationale au service du pouvoir financier, capable d'entrer en concurrence avec les autres zones similaires sur le marché international grâce à ses entreprises transnationales, ce qui est clairement ratifié dans le projet actuel de Constitution européenne.

Ce projet de Constitution :

- fait du capitalisme un principe constitutionnel,
- tout comme l'augmentation des dépenses militaires dans le cadre de l'OTAN,
- ne reconnaît pas comme fondamentaux les droits et libertés des travailleurs(es), tant sur le lieu de travail que dans la société : droit de grève, d'association et d'activité syndicale, à la santé et à la sécurité au travail, à avoir un travail, à un salaire pour une vie digne, à une retraite pour une vieillesse sereine, au logement, à l'égalité des sexes, à la liberté de pensée, de paroles, à préserver l'environnement et l'écosystème pour les générations présentes et futures,
- fait disparaître toute notion de services publics pour laisser place à de nébuleux « services d'intérêt général » soumis à la concurrence,

**Syndicalistes, nous ne pouvons accepter cela.**

Ces politiques visent d'abord à déréguler les services publics en dérogeant au cadre légal existant (droit du travail, droits syndicaux, protection de l'environnement,

santé publique, éducation publique, services sociaux aux plus démunis, etc.) et ensuite à les privatiser, tout cela avec l'accord et la complicité des gouvernements des Etats.

Ce schéma de démantèlement de la protection sociale et de déstructuration du marché du travail se met en place de manière identique dans les différents pays :

- *Libéralisation et privatisations.*
- *Flexibilisation des conditions de travail.*
- *Précarisation.*
- *Baisse des budgets consacrés à la protection sociale.*
- *Dégradation des services publics.*
- *Augmentation des accidents du travail.*
- *Gestion privée du patrimoine public.*
- *Délocalisation des entreprises.*
- *Augmentation de la répression et restriction des libertés.*
- *Maintien de la discrimination sexuelle.*

---

Les chemins de fer au péril du libéralisme.

Les chemins de fer sont directement confrontés à cette situation, qui est la

conséquence de l'état du rapport de forces entre le mouvement ouvrier et ceux qui veulent « gouverner le monde ».

---

Les directives européennes, avec les « paquets ferroviaires » qui organisent la libéralisation des trafics mais aussi les décisions de nos gouvernements :

- privatisations des chemins de fer,
- séparation entre infrastructure et exploitation,
- politique « commerciale » de plus en plus tournée vers le profit au détriment de la satisfaction des usagers,
- absence de mesure empêchant le dumping social,
- politique sociale qui à travers le « management » privilégie l'individualisme, ... vont dans ce sens.

**Nous combattons ces orientations, et appelons à organiser un refus de cette « constitution européenne », un refus sur des bases clairement internationalistes et sociales !**

# Cheminot-e-s syndicalistes pour une autre Europe.

Nous appelons à organiser un refus de cette « constitution européenne », un refus sur des bases clairement internationalistes et sociales

Premiers signataires :

**Christian Mahieux**  
Secrétaire fédéral  
**SUD-rail**  
*France*

**Patrice Perret**  
Secrétaire fédéral  
**SUD-rail**  
*France*

**Patrick Guillaudat**  
Secrétaire fédéral  
**SUD-rail**  
*France*

**Didier Fontaine**  
Secrétaire fédéral  
**SUD-rail**  
*France*

**Alex Gordon**  
Secrétaire Pays de Galles et  
sud-ouest Angleterre  
**RMT**  
*Grande Bretagne*

**Greg Tucker**  
Secrétaire « Roulants »  
**RMT**  
*Grande Bretagne*

**Hans-Gerd Öfinger**  
Réseau **Bahn von unten**  
**TRANSNET**  
*Allemagne*

**José Aranda**  
**Escudero**  
Secrétaire général  
**SFF-CGT**  
*Espagne*

**Esteban Guijarro**  
**Jimenez**  
Secrétaire fédéral  
**SFF-CGT**  
*Espagne*

**José Domingo**  
**Fernandez Ayala**  
Secrétaire fédéral  
**SFF-CGT**  
*Espagne*

**Edouardo Atienza**  
**Hernandez**  
Secrétaire fédéral  
**SFF-CGT**  
*Espagne*

**Bruno Salustri**  
Secrétaire général adj  
**ORSA Ferrovie**  
*Italie*

**Marco Mariani**  
Secrétaire national  
**ORSA Ferrovie**  
*Italie*

**Pasquale Giammarco**  
Secrétaire national  
**ORSA Ferrovie**  
*Italie*

**Giulio Moretti**  
Secrétaire national  
**ORSA Ferrovie**  
*Italie*

**Raniero Casini**  
Secrétaire national  
**SULT**  
*Italie*

**Pasquale Modesti**  
Secrétaire national  
**SULT**  
*Italie*

**Bruno Bellomonte**  
Direction nationale  
**SULT**  
*Italie*

**Carlo Parascandolo**  
Secrét rég. Lombardie  
**FLTU-CUB**  
*Italie*

Pour signer cet appel : [rail-constitution@laposte.net](mailto:rail-constitution@laposte.net)